

CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DU PAYS MIDI-QUERCY



Point d'étape sur le GT « Création d'Activités et d'Emplois »

Notre objectif initial était d'avoir bien avancé avant les vacances d'été sur les éléments de diagnostic (forces/faiblesses, risques/opportunités) afin d'en déduire quelques pistes d'action possibles, sur lesquelles nous travaillerions à partir de septembre, pour remettre nos recommandations d'action (quelques mesures simples) aux élus à la fin de l'année.

Où en sommes-nous, donc, par rapport à cet objectif, pour chacun des secteurs d'activité sur lesquels nous avons décidé de travailler ?

Agriculture, Forêt, Entretien des milieux

Des 2 entretiens que nous avons eus avec Denis Ferté et Marie Paule Lagarde, ainsi que de nos discussions en interne, il ressort :

- que nous pourrions nous intéresser au secteur agricole des petites exploitations individuelles, souvent le fait de nouveaux arrivants, qui exploitent des productions artisanales simples (maraîchage, fromage de chèvre, pain, élevage de poules, de pigeons, herbes aromatiques, ...).

Il semble que ces produits aient un débouché naturel dans une clientèle locale recherchant une qualité naturelle (pas nécessairement bio) et sensible à un approvisionnement de proximité privilégiant les « circuits courts » (« les produits de nos régions ... je fais travailler mes voisins ... »)

- que c'est un domaine où les producteurs actuels vivent « plutôt bien » - en particulier parce qu'ils n'ont pas de lourds investissements conduisant à de lourds emprunts - avec (pour les mêmes raisons) un taux de sécurité inhabituel
- que les caractéristiques naturelles de notre région se prêtent bien à ce genre d'agriculture très diverse, morcelée, porteuse de « passion » du produit naturel de qualité (retour aux vraies valeurs d'une nourriture saine et bonne, et à une tradition de culture paysanne et familiale).

Notre action, à partir de septembre, pourrait donc se dérouler ainsi :

opérer un diagnostic plus en profondeur sur le potentiel du secteur, les freins, les opportunités, ... afin d'en bien comprendre la problématique.

Il nous a été recommandé de rencontrer des « experts » comme Jocelyn Cros, JF Pinel, Sylvie Bochu, Bernard Bouyssou, Graines de Terroir, Alain Moles (GIE AgriBio 82 à La Française) etc ...

... et bien entendu, « chez nous » (SMPMQ, C Tyack, et d'autres) celles et ceux qui travaillent déjà sur ces sujets, en particulier les « circuits courts ».

jeter les bases d'un véritable plan d'action qui pourrait répondre aux questions suivantes (:

- comment aider les exploitants actuels à se développer (les rencontrer pour connaître leurs freins), par ex développer les circuits courts (créateurs, par ailleurs, d'emplois familiaux) et les structurer

développer la vente par internet

structurer la profession (AMAP ...)

sécuriser le consommateur par des labels (garantie de qualité) et des normes d'exploitation et de stockage
concevoir des actions promotionnelles autour des caractéristiques du secteur, ou de produits emblématiques
(Poule noire de Caussade, Pigeon du Quercy, ...)

- comment faire venir de nouveaux arrivants et les intégrer dans le système
- mesure sur le portage du foncier (SAFER)
- formations adaptées
- bâtiments « éco-construction » adaptés (neuf ou restauration)...

...

C'est un projet qui – sous réserve d'inventaire – vaut sans doute la peine de s'y atteler.

Les services à la personne

Trois évènements ont nourri notre réflexion :

- le forum « Vivre et vieillir chez soi » du 27 avril
- la 2ème rencontre Métiers-Emploi Territoire du 5 mai, en particulier l'atelier animé par Sarah Parajon sur les métiers du médico-social, du service à la personne et de la petite enfance
- la réunion de travail avec Dominique Méric (Santévie MTG Réalisation), Colette Condy (Directrice de SMAD 82) et Stéphane Denardi (directeur ADMR T&G) le 25 Juin

Ce que nous en avons tiré peut se résumer ainsi :

- beaucoup d'emplois sont concernés par cette activité (à temps partiel principalement). Par ex l'ADMR emploie 350 personnes, SMAD 600 personnes, ... Mais l'avenir est incertain, dépendant de la capacité des particuliers – et institutions – à financer les services rendus, et donc des aides publiques disponibles (90% des services sont financés par des aides) Or de nombreuses menaces planent sur ces aides en raison des coupes inévitables dans les budgets publics. Il y a donc, chez les opérateurs actuels, une forte inquiétude sur l'avenir des emplois.
- un besoin se fait néanmoins sentir, qui handicape le bon fonctionnement des opérateurs actuels : la disponibilité de personnel qualifié et diplômé (en particulier les aides-soignantes en Quercy-Caussadais). Il semble que les AS formées à Montauban (école d'infirmières) soient « aspirées » par le CH à leur sortie d'école d'une part, et que, d'autre part beaucoup de candidates à cette formation reculent devant la perspective d'emplois géographiquement éloignés de leur lieu de vie actuel.
- on pourrait donc travailler sur un projet de création d'une structure de formation « décentralisée » (d'aides-soignantes qui restent « au pays »

Notre action, à partir de septembre, pourrait donc être de travailler sur ce projet, c'est-à-dire :

- de valider la réalité du besoin auprès d'acteurs intervenants que nous n'avons pas encore rencontrés (par ex les CC « Terrasses et Vallée de l'Aveyron » et « Quercy Vert »)
- de faire l'inventaire de ce qui a déjà été initié dans ce domaine (il semble qu'un projet ait été déposé en 2008)
- d'étudier les contraintes liées à une telle décision
- de proposer aux élus un plan d'action argumenté pour les convaincre (éventuellement) qu'un tel projet serait utile et réalisable

Notre intention serait de travailler en étroite collaboration avec l'ADEC (Sarah Parajon) qui est au cœur de cette activité, et en connaît toute la problématique.

Le bâtiment : efficacité énergétique et Énergies Renouvelables

Notre réflexion sur ce sujet se trouve intimement imbriquée dans la démarche « Maison de l'Emploi Développement durable » de la MCEF/MDE. Nous nous sommes, en quelque sorte, mis au service de l'action conduite par le SMPMQ sur ce projet, et avons participé à toutes les étapes de la démarche impulsée par AVE-ADEME :

visite à la MDE de Bayonne (un des 3 pilotes de l'opération) le 15/2 pour comprendre leur action et nous en inspirer

réunion de lancement national du 17/2 à Paris

1er Comité de Pilotage et 1er APP le 29/4 à Caussade

2ème APP le 27/5 à Caussade

De notre côté, nous avons conduit une trentaine d'interviews sommaires (artisans du bâtiment, particuliers, architectes, ...) et engagé un début de réflexion avec les CEP du Syndicat Mixte, afin de mieux comprendre les freins et opportunités qui caractérisent ce secteur d'activité en mutation profonde.

De ces réunions et interviews, il ressort, en synthèse :

que les particuliers, donneurs d'ordre potentiels (neuf et restauration) sont perdus face aux multiples informations et sollicitations qu'ils reçoivent ; il s'ensuit une défiance de leur part quant aux solutions techniques proposées et au coût des travaux envisagés

que les professionnels (souvent petites entreprises artisanales) sont très insuffisamment formés pour répondre aux sollicitations des clients éventuels

que les opportunités existent indiscutablement, appuyées sur le « battage » médiatique qui construit assez rapidement une « conscience verte », les incitations financières réelles mais méconnues, les obligations progressivement mises en œuvre par la loi (RT 2012, RT 2020)

Face à ces constats sommaires (mais évidents ...) notre action CDD va se couler dans celle de la MDE/DD, à savoir :

collaborer aux enquêtes « diagnostic » conduites par les CRC (Jocelyne Blaser) et le SM (Julien Birlinger et Valérie Gourg) sur les 4 thèmes retenus :

inventaire des entreprises du secteur et de leurs besoins (enquête entreprises)

inventaire des projets communaux, politique des appels d'offre, clauses d'insertion, (enquête auprès des élus, en collaboration avec l'étude OPAH conduite par JP Bouglon)

inventaire des actions d'information et de sensibilisation déjà mises en place sur le territoire (enquête animation et sensibilisation auprès des structures d'animation)

inventaire des besoins d'information et d'accompagnement des particuliers (un éventuel nouveau service de proximité, en lien avec et en complément des Centres Info-Energie)

participer à l'élaboration du Plan d'action « MDE/DD » avec toutes les autres parties prenantes. Notre idée de base étant de faire de la nouvelle MCEF/MDE une véritable MDDE = Maison du Développement Durable et de l'Emploi qui sera non seulement un lieu d'accompagnement vers l'emploi et la formation (bien entendu fonction essentielle), mais aussi le pôle d'animation du développement économique du territoire

Sur ce chapitre, donc, notre recommandation de fin 2010 aux élus ne sera rien d'autre que le plan d'action « MDE/DD »

Conclusion

Malgré la faiblesse des moyens humains qui sont les nôtres (merci et bravo à toutes celles et ceux qui ont bravement participé ...), nous avons le sentiment d'avancer, en appui de l'action fort dynamique des instances officielles du PMQ : Syndicat Mixte, EREF, municipalités, Communauté de Communes, etc ...

Pourquoi ne pas continuer, avec encore plus d'ardeur collective ... ?